

8 MARS : JOURNÉE INTERNATIONALE
DE LUTTE POUR LES DROITS DES FEMMES

RÉVOLUTIONNAIRES

52 5 MARS 2026 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Aux élections
municipales
du 15 mars


VOTEZ
RÉVOLUTIONNAIRE

VOTEZ
NPA-R

ÉDITORIAL PAGE 3 >>>

**À bas
la sale guerre
de Trump et
Netanyahou**

**contre
l'Iran !**

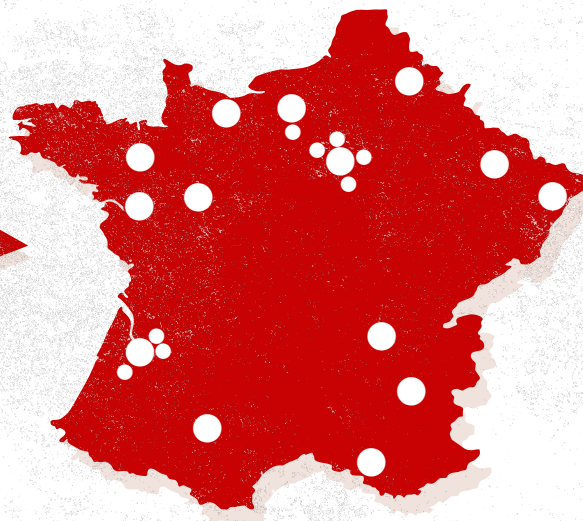
NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



Nous présentons des listes dans

29 VILLES

& arrondissements



Angers

Nicolas CUISINIER, 22 ans :

Je suis étudiant à l'Inspe d'Angers. Révolté par les injustices et les inégalités, je me suis d'abord engagé dans la mobilisation contre la réforme des retraites de 2023. Voir la force que pouvait représenter des millions de grévistes a renforcé mes convictions communistes et révolutionnaires.

Nouk LEMAREC, 21 ans :

J'étudie aux Beaux-Arts d'Angers, depuis les mobilisations sur le climat et contre les violences policières, ma volonté de renverser cette société d'exploitation n'a fait que s'intensifier : luttons pour un monde sans frontières ni patrons !

Bagnolet

Gilles TEXIER, 34 ans, enseignant :

Je combats depuis des années avec mes collègues les gouvernements successifs qui taillent dans les budgets consacrés à l'éducation. Le manque de moyens qui impacte les personnels et les élèves entraîne un véritable tri social, qui sacrifie les enfants des classes populaires.

Lilia JAZIRI, 32 ans, aide-soignante :

Engagée dans le collectif Soignantes pour Gaza, je me bats au quotidien contre les mesures d'austérité qui détruisent les services de santé, épuisent les collègues et mettent en danger les patients.

Bordeaux

Esteban NADAL, 24 ans, étudiant :

Convaincu des idées communistes lors de la campagne de Philippe Poutou en 2022, j'ai milité contre la réforme des retraites, le génocide en Palestine ou encore les coupes budgétaires. Face aux politiciens encravatés qui ne roulent que pour les profits du grand patronat, seules les couches populaires unies dans la lutte peuvent renverser la table. Ils ont les milliards ? Nous sommes des millions !

Nora ZAKRI, 25 ans, interne à l'hôpital :

Aujourd'hui travailleuse dans la santé, j'ai commencé à militer à la fac, révoltée contre les oppressions, comme le sexisme et le racisme, que charrie cette société capitaliste. En travaillant à l'hôpital, mes convictions révolutionnaires n'ont fait que se confirmer, face aux conditions de travail, au manque de moyens... contre l'exploitation et les oppressions !

Gennevilliers

Sébastien BAROUX, 46 ans, postier :

Je suis postier depuis 25 ans. J'ai toujours été militant syndical dans mon entreprise et sympathisant de l'extrême gauche. Si je suis engagé aujourd'hui avec le NPA-R, c'est pour regrouper les révolutionnaires des différentes entreprises et des différents courants, pour former un pôle des révolutionnaires capable de représenter les intérêts de l'ensemble des travailleuses et des travailleurs !

Ivry

Selma LABIB, 30 ans, conductrice de bus :

D'abord engagée dans le combat féministe et antiraciste, l'expérience de l'exploitation patronale, mais aussi de la solidarité entre travailleurs, ont encore renforcé mes convictions communistes et révolutionnaires : luttons pour un monde sans frontières ni patrons !

Benoît CHAZERAND, 39 ans, cheminot :

J'ai lutté contre la casse du service public, de nos retraites et de nos conditions de travail avec la préoccupation d'organiser les collègues en assemblées générales et coordinations de grévistes, pour que les grévistes décident de leur propre mouvement.

Lille

Damien SCALI, 40 ans, cheminot :

Je suis cheminot en 3x8. Un privilégié, comme disent les médias ? Non ! Les privilégiés, ce sont les multimilliardaires. Nous, les travailleurs, galérons avec des salaires trop faibles et pas assez de personnels. Depuis mes premières manifs contre l'extrême droite en 2002, je lutte pour les intérêts du monde du travail !

Anaïs GOURGAND, 26 ans, étudiante :

Au lycée et à la fac, je me suis révoltée contre la loi Travail et la chasse aux migrants par la gauche « socialiste », puis contre la sélection à l'université. La jeunesse est la flamme de la révolution et l'avenir de la société !

Nanterre

Thomas ESTEVES PEREIRA, 31 ans, travailleur dans le traitement des eaux :

Je travaille dans une grande entreprise de traitement des eaux. Depuis tout jeune, je suis révolté par la catastrophe écologique produite par le capitalisme, et par l'exploitation honteuse des ressources et des humains à laquelle se livrent les grands groupes partout dans le monde. Je suis engagé avec le NPA-Révolutionnaires pour traduire cette indignation partagée par des milliers de jeunes et de travailleurs en action collective.

Nantes

Alexandre GAUVIN, 21 ans, étudiant salarié :

Je travaille à côté de mes études, comme assistant d'éducation. C'est en voyant partout la même exploitation, mais aussi les liens de solidarité qui lui résistent, que j'ai décidé de me battre pour un monde sans frontières et sans patrons.

Sarah FERRON, 32 ans, enseignante :

Révoltée par les inégalités, j'ai commencé à militer il y a 10 ans lors de la lutte contre la loi Travail. Comme beaucoup de jeunes, j'ai enchaîné différents boulots pour vivre. Face à la précarité, il y a urgence à s'organiser !

Paris

Blandine CHAUVEL, 37 ans, assistante sociale à l'hôpital :

À l'hôpital, on est, avec mes collègues, en combat permanent contre le sous-effectif, les salaires indignes, le manque de matériel, mais aussi pour l'accès aux soins pour tous... L'austérité totale à l'hôpital, c'est un choix du gouvernement, pour réserver des milliards au patronat et à l'armée. C'est criminel. Seules notre solidarité et nos luttes peuvent les faire reculer : comme avec les grèves des Urgences en 2020 où on s'est coordonnés au niveau national, avec le collectif « Soignants pour Gaza » qu'on a monté pour s'opposer au génocide en Palestine, ou encore avec notre mobilisation contre la chasse aux calots à l'hôpital, qui parle à bien d'autres secteurs aujourd'hui.

Rouen

Amaury RENAULD, 23 ans, étudiant :

Amaury et l'ensemble des candidats luttent au quotidien pour les intérêts des travailleurs et des classes populaires. Le combat mené aux côtés des mineurs non-accompagnés qui se battent pour être logés et scolarisés, ou la lutte à la fac Pasteur contre le poison raciste en sont deux exemples récents.

Saint-Étienne-du-Rouvray

Noura HAMICHE, 51 ans, postière et conseillère municipale sortante :

Noura Hamiche, postière et élue d'opposition, conduira notre liste. Face à l'angoisse de ne plus pouvoir payer son loyer ou ses traites d'emprunt, face à l'inquiétude vis-à-vis du racisme « ordinaire » de plus en plus décomplexé et aux violences et discriminations qui frappent les femmes, ils et elles proposent de s'organiser ensemble.

À Saint-Étienne-du-Rouvray, depuis 2014, les prises de position de notre groupe municipal se sont systématiquement fait l'écho des injustices et de la violence de notre monde. Et elles ont aussi popularisé les exigences et les droits des salariés et de la jeunesse face aux conséquences locales de politiques anti-ouvrières et antisociales.

Strasbourg

Clément SOUBISE, 38 ans, cheminot :

C'est dans le mouvement contre le CPE, en 2006, que j'ai acquis la conviction que les travailleurs devaient défendre leurs intérêts par eux-mêmes. Aujourd'hui encore, je défends cette manière de faire de la politique par la grève et l'organisation collective. Nous avons la force de tout changer.

Loïse CORSINI, 27 ans, employée de la culture :

J'ai 27 ans, employée de bureau dans le spectacle vivant. À la fac, je me suis mobilisée contre la sélection puis avec les Gilets jaunes pour défendre le droit des travailleurs à vivre et non survivre. Le capitalisme ne nous offre aucun avenir : il faudra le renverser pour en construire un !

Mais aussi à Caen, Cenon, Grenoble, Marseille, Metz, Lyon, Rennes...

Retrouvez
l'actualités de
toutes les
campagnes →



« Non-violence » ou violence révolutionnaire de masse ?

La campagne contre la France insoumise et ses électeurs se poursuit, avec l'appel à la démission du député Raphaël Arnault, ancien dirigeant du collectif antifasciste la Jeune Garde dissout en juin 2025 pour ses actions « violentes ». L'extrême droite et le gouvernement ne sont pas les seuls à vouloir la tête de Raphaël Arnault. C'est aussi le cas des anciens « alliés » du Nouveau Front populaire, comme François Ruffin ou Marine Tondelier.

Sandrine Rousseau profite de cette offensive contre les militants antifascistes pour défendre dans une tribune la nécessité de la « non-violence féministe » pour en appeler au fameux État de droit. L'État serait-il donc non-violent ? L'armée, la police, la justice, et plus généralement les institutions de la

bourgeoisie, ne sont donc que l'émanation d'un amour bienveillant ? Rousseau ajoute : « On ne lutte jamais contre les violences par la violence. » Les insurgés du ghetto de Varsovie en 1943, les travailleurs noirs combattant l'apartheid en Afrique du Sud ou les femmes du « Bloque Negro » organisant la chasse aux agresseurs au Mexique (et ceux pour lesquels ces luttes sont des exemples) seront ravis d'entendre cette leçon de morale.

L'État et l'extrême droite sont brutaux, à l'image de l'exploitation capitaliste qu'ils protègent. Les massacres de masse de l'État iranien tout comme les bombardements américains sont là pour le rappeler. Dans tous les exemples historiques, la violence est de leur côté. Sans fantasmer la riposte mino-

ritaire exclusivement située sur un terrain où les forces de répression excellent, c'est pour cela que les mouvements de masse qui les affrontent se dotent de services d'ordre et de milices élues... jusqu'à la mise sur pied d'une véritable Armée rouge après la révolution d'Octobre !

Le seul moyen de mettre fin à la violence politique comme sociale, c'est de mettre fin à la société de classe par le « renversement violent de tout l'ordre social passé » (Karl Marx). Laissons les fables autour de la non-violence aux amateurs hypocrites de discours finalement pas si beaux...

STEFAN INO • 03/03/2026

Convention Medef-France Universités : *partners in crime*

Le 12 février, les présidents du Medef et de France Universités ont signé une convention de partenariat. Que cachent donc les grandes phrases sur « les liens entre recherche publique et secteur privé » ?

Sur le fond, État et patronat sont d'accord : le tri social doit servir à envoyer les enfants des classes populaires au boulot le plus tôt possible. La matière grise formée à la fac via les caisses publiques doit se mettre au service des profits : innovations techniques et scientifiques finissent ainsi sous brevet privé et secret commercial.

Le bras de fer porte sur qui paiera la note. Le patronat veut que l'État prenne en charge les salaires au rabais des apprentis, alternants et doctorants qui franchissent la porte des entreprises. L'État quant à lui, sous couvert « d'autonomie » des facs, veut qu'elles se débrouillent pour se financer auprès du patronat local.

La convention prend acte de cette négociation. Au passage, elle permet au patronat de s'octroyer une place de choix dans le calibrage des formations et des financements : vice-présidence au développement économique, bureau des entreprises dans la fac, participation du Medef local aux cartes de formation, etc.

Pour leurs justifications bidons, on repassera : la convention présente le job dating devant la machine à café de la fac et « l'entrepreneuriat étudiant » comme « la » solution au chômage des jeunes et au décrochage scolaire. Et pourquoi pas comme solution à la pauvreté dans le monde et à la crise climatique ?

La multiplication des offensives du patronat et de gouvernement, du « CDI jeunes » du Medef à la menace d'augmentation des frais d'inscription à l'université, visent à faire de la jeunesse de la chair à patron corvéable à merci. Les étudiantes et étudiants doivent se préparer à la riposte !

BENJAMIN PALKA ET ALEXIS MICSHEN
• 03/03/2026

L'UNION EUROPÉENNE VEUT AIDER LES FEMMES À AVORTER... SANS Y METTRE LES MOYENS

Suite à la pétition « Ma voix, mon choix », la Commission européenne donne l'autorisation aux États membres d'utiliser les fonds européens pour aider des femmes à avorter. Une mesure sur le papier, qui ne garantit en rien aux femmes l'accès à l'IVG.

Plus de 20 millions de femmes en Europe n'ont pas un accès sûr à l'avortement. En cause : les restrictions en Pologne et à Malte, le non-remboursement des soins en Allemagne, en Autriche, en Croatie, et, depuis 2021, au Portugal. En Hongrie, depuis 2022, un décret impose aux femmes qui veulent avorter d'écouter les battements du cœur du fœtus. En Italie, 70 % des médecins refusent de le pratiquer.

La pétition exigeait de l'Union européenne des fonds spécifiques afin de rembourser l'IVG dans le pays d'origine ou le déplacement à l'étranger pour avorter. Bruxelles rétorque qu'il n'y a qu'à utiliser les fonds déjà existants, et préfère s'en remettre à chaque État pour leur utilisation : les Hongroises doivent avoir hâte de supplier Viktor



Orbán d'utiliser les fonds européens pour financer leur IVG !

La députée européenne macroniste Valérie Hayer affirme que cela « marque un véritable progrès pour les droits des femmes ». Elle s'y connaît en « véritable progrès » : son groupe a soutenu la constitutionnalisation du droit à l'avortement en France, au mo-

ment même où le budget de l'hôpital est réduit et où les délais pour avorter s'allongent. Et on devrait les remercier ! Seules nos luttes d'ensemble nous permettront d'arracher des moyens et de défendre l'ensemble de nos droits !

UMA DAUNA • 03/03/2026

NOUVELLE LOI ANTI-TRANS AUX ÉTATS-UNIS

La législation républicaine de l'État du Kansas vient d'adopter une loi anti-trans qui invalide rétroactivement les documents d'identité de personnes transgenres, comme les actes de naissance et les permis de conduire dont la mention de sexe avait été modifiée. Elle impose aussi que les toilettes publiques et autres espaces genrés soient utilisés selon le sexe assigné à la naissance.

Les réactionnaires prétendent que cette mesure servirait à « protéger les femmes et les filles ». Bande d'hypocrites ! Tout ce qu'ils veulent protéger, c'est leur système patriarcal et LGBTIphobe qui divise et opprime pour mieux exploiter !

JEANNE LEMESLE • 03/03/2026

États-Unis : des Républicains du Tennessee réclament la peine de mort... pour IVG

Trois représentants du Parti républicain dans l'État du Tennessee ont présenté un texte pour que les femmes ayant eu recours à l'IVG puissent être condamnées à une peine d'emprisonnement à vie ou à la peine de mort. Un amendement a été déposé, fin février, à l'Assemblée législative locale, en vue d'une mise en place dès juillet prochain. L'un

des signataires, le sénateur Jody Barrett, souhaite que soient appliquées les mêmes peines pour les femmes « impliquées dans l'homicide de leur propre enfant à naître » que pour les accusés inculpés d'homicide. Un exemple parmi d'autres de l'offensive masculiniste et réactionnaire qui secoue le pays depuis le retour au pouvoir de Trump.

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @npajeunes_revo

NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES